

gouvernement de prendre les dispositions qui s'imposent étant donné les circonstances.

Treize ans d'administration libérale; faillite incroyable, bilan triste à voir, tant sur le plan politique que sur le plan économique, et les résultats nous les avons aujourd'hui. On me dira pourtant qu'en février dernier les Canadiens ont fait confiance à ce gouvernement, avec six députés de majorité. Il faut se garder de dire que l'ensemble de la population canadienne a cru à ce gouvernement. Il n'y a peut-être pas beaucoup de Québécois qui sont heureux aujourd'hui, il n'y en a peut-être pas 68 p. 100 aujourd'hui qui applaudissent au taux d'intérêt que nous connaissons et à la situation dans laquelle les salariés modestes devront vivre durant les mois qui viennent. Donc je dis: faillite pitoyable des politiques que nous a servies ce gouvernement.

L'an dernier, à peu près à pareille date, nous étions en campagne électorale et nous avions réfléchi sérieusement et travaillé sérieusement pour donner un coup de barre dans cette économie et orienter ce pays vers le chemin de la prospérité. Voilà une preuve évidente de 13 années de pouvoir qui mènent le pays à la déchéance, à la faillite, bien sûr, nos amis d'en face vont se défendre tant qu'ils pourront le faire pour essayer de justifier un gouvernement qui s'est penché sur des mesures ou qui a tenté de maintenir une économie viable par des mesures artificielles. Comme le premier ministre (M. Trudeau) actuellement n'est pas ici, je m'excuse, quelqu'un va peut-être me dire qu'on parle du premier ministre parce qu'il n'est pas ici, il pourrait être ici, et je dirais la même chose.

● (0200)

Le premier ministre tente aujourd'hui de modifier notre Constitution en imaginant un Canada artificiel. Ce n'est pas ainsi que les Canadiens vont réussir à vivre convenablement. L'an dernier nous présentions des mesures qui commandaient du courage, et 85 p. 100 des chefs d'entreprises endossaient l'orientation économique que nous avions présentée. Nous faisons la place qui lui revient à l'entreprise privée et nous l'invitions à une création d'emplois, parce qu'elle avait hâte de savoir où le gouvernement se dirigeait. Quelles étaient les politiques à moyen et à long termes du gouvernement? Nous en donnions une indication claire. Bien sûr, cela commandait certains sacrifices aux Canadiens, mais nous leur assurons une orientation qui leur permettrait d'éviter les difficultés et les misères qu'ils vont vivre, et qu'ils vivent depuis février dernier d'ailleurs. On a rejeté le budget sur la question des taux d'intérêt. Il faut le rappeler aux Canadiens quand même.

Notre projection sur le taux d'inflation paraissait inacceptable à ceux qui, assoiffés de pouvoir, voulaient reprendre la direction de ce pays, mais qui ont fait complètement abstraction de l'intérêt national, à savoir si le pays était encore capable de se payer des élections, si le pays était capable de rester dans la stagnation encore un an, parce que si l'on a pris sept mois et demi pour présenter un budget, je n'ai pas de félicitations à faire au ministre des Finances avec le temps qu'il a pris pour présenter le sien, et quelle sorte de budget!

Il est clair que des organismes sérieux, ce n'est pas moi qui le dis, contestent la validité de ce budget. Il est clair que des hommes sérieux actuellement, et je voyais récemment le président de la Petrofina qui condamnait énergiquement les mesu-

La situation économique

res énergétiques du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde)... Or, monsieur l'Orateur, nous avions pensé que l'entreprise privée devrait prendre sa place et réaliser des actifs dans notre pays. Quand on connaît le premier ministre et que l'on sait d'où il vient, quand on connaît sa pensée socialisante de jadis, il ne l'a jamais perdue, nos amis d'en face s'en rendent compte, ils manquent de courage, impossible de les ramener à l'ordre, bien, il embarrasse, il inquiète l'entreprise privée énormément.

Je constate que l'Association des sociétés pétrolières indépendantes, qui comportent 200 sociétés au Canada, se sent obligée de publier des pages entières et de rappeler à M. Lalonde, puisque c'est le titre, «Votre politique énergétique est néfaste aux Canadiens». «Elle augmentera la dépendance des Canadiens à l'égard du pétrole étranger. Elle leur imposera à long terme un prix élevé pour l'essence. Elle retardera des travaux indispensables d'exploration, elle fera perdre des milliers d'emplois.» C'est ce qui se produit, monsieur l'Orateur, et nos amis d'en face essaient de nous parler de politique énergétique, d'autosuffisance, mais cela fait dix ans que ce gouvernement aurait dû avoir la clairvoyance nécessaire pour établir ces projections-là.

Comment ne pas rappeler aux Canadiens, monsieur le président, que pour des raisons purement électorales en 1978 et 1979, ce gouvernement a refusé d'établir des prix normaux de l'essence plutôt que de maintenir un taux artificiel? Les économistes en parlent aujourd'hui, et ils se rendent compte que ce gouvernement n'a pas eu le courage de redresser la situation lorsque c'était le temps. Et aujourd'hui on nous demande, on nous supplie: Ne nous blâmez pas. Cela dépend des États-Unis. Le Canada pouvait se tirer d'affaire au cours des 13 dernières années. On ne l'a pas fait.

Bien sûr, on nous parlera de mesures sociales. On m'a rappelé tantôt que le gouvernement s'était penché sérieusement sur les prestations d'assurance-chômage, mais après avoir créé 1,400,000 chômeurs, je pense qu'il se devait de leur donner une minime pitance pour les faire manger trois fois par jour. C'est ça le genre d'administration que nous avons, faillite économique incroyable, monsieur le président. On a refusé d'agir en hommes responsables. On a suivi des indications tout à fait partisans et on s'est «fouté» de l'avenir des Canadiens.

Je me souviens, monsieur le président, il faut que je rappelle cela à mes amis du Québec, parce que ce premier ministre et ce gouvernement, pour régner... c'était la division! On a réussi en ces 13 années à manifester et à faire preuve de confrontation suffisante, d'arrogance comblée pour diviser les provinces entre elles, pour réaliser une guerre véritable entre les provinces et le gouvernement fédéral, et on le voit aujourd'hui. On crie à l'Alberta, légitimement jalouse de ses richesses, et prête à partager, mais non pas de la façon dont le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), spécialiste de la confrontation, monsieur le président, il y a longtemps que je le connais moi aussi. Et en 1976, je me souviens très bien, mes collègues du Québec se souviennent également, lorsque le premier ministre M. Lévesque a pris le pouvoir, on accusait le gouvernement Bourassa d'être responsable d'une coupure de quota de lait de l'ordre de 30 p. 100. Dans neuf fermes sur dix, on voyait cette inscription: Bourassa coupe 30 p. 100 des quotas de lait, quand on sait parfaitement que c'était la mauvaise administration du gouver-